

Publications périodiques

Comptes annuels

DE LAGE LANDEN LEASING

Société par Actions Simplifiée au capital de 20 155 037, 16 euros
Siège social : 53 avenue Jean Jaurès – Immeuble Le Mermoz – 93350 Le Bourget
393 439 575 R.C.S. Bobigny

Comptes sociaux au 31 décembre 2018 approuvés par les décisions de l'Associé Unique en date du 31 mai 2019

I.- Bilan

En euros

Actif		N	N-1
Caisse, banques centrales, C.C.P	010	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	020	0	0
Créances sur les établissements de crédit	30	20 309 515	25 283 576
Opérations avec la clientèle	48	131 637 375	156 900 275
Obligations et autres titres à revenu fixe	60	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	70	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	91	0	0
Parts dans les entreprises liées	100	2 410 219	2 410 219
Crédit-bail et location avec option d'achat	110	397 189 159	370 142 002
Location simple	120	206 572 645	166 468 349
Immobilisations incorporelles	130	5 824	13 987
Immobilisations corporelles	140	1 681 192	2 234 620
Capital souscrit non versé	150	0	0
Actions propres	160	0	0
Comptes de négociation et de règlement	165	0	0
Autres actifs	170	7 115 200	6 184 757
Comptes de régularisation	180	9 428 918	8 731 686
Total de l'actif	L98	776 350 047	738 369 472

Passif		N	N-1
Banques centrales, C.C.P	300	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	310	6 137	9 422
Opérations avec la clientèle	348	677 785 551	642 546 371
Dettes représentées par un titre	350	0	0
Autres passifs	360	9 856 725	13 933 461
Comptes de régularisation	370	36 769 643	38 694 729
Comptes de négociation et de règlement	375	0	0
Provisions	380	622 582	1 492 634
Dettes subordonnées	430	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	420	1 886 947	1 886 947
Capitaux propres (hors FRBG)	435	49 422 462	39 805 907
<i>Capital souscrit</i>	<i>440</i>	<i>20 155 037</i>	<i>20 155 037</i>
<i>Primes d'émission</i>	<i>450</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Réserves</i>	<i>460</i>	<i>1 641 349</i>	<i>1 153 291</i>
<i>Ecarts de réévaluation</i>	<i>470</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Provisions réglementées et subventions d'investissement</i>	<i>475</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Report à nouveau</i>	<i>480</i>	<i>18 009 520</i>	<i>8 736 414</i>
<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>490</i>	<i>9 616 556</i>	<i>9 761 165</i>
Total du passif	L99	776 350 047	738 369 472

Hors-bilan		N	N-1
Engagements donnés			
Engagements de financement	615	130 918 471	118 983 446
Engagements de garantie	635	4 710 325	0
Engagements sur titres	655		
Engagements reçus			
Engagements de financement	705	50 000 000	50 000 000
Engagements de garantie	715	90 703 742	83 352 435
Engagements sur titres	735		

II. — Compte de résultat

En euros		N	N-1
+ Intérêts et produits assimilés	500	2 339 026	3 448 086

- Intérêts et charges assimilées	505	-4 691 356	-5 114 182
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	510	169 420 836	161 215 391
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	515	-143 776 209	-141 803 515
+ Produits sur opérations de location simple	520	93 523 894	81 559 801
- Charges sur opérations de location simple	525	-84 986 051	-72 196 506
+ Revenus des titres à revenu variable	530	2 550 000	5 100 000
+ Commissions (produits)	540	1 449 312	33 549
- Commissions (charges)	545	-936 567	-901 551
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	550	3 609	35 624
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	555	53 528	106 281
+ Autres produits d'exploitation bancaire	560	1 626 104	1 390 157
- Autres charges d'exploitation bancaire	565	-163 142	-238 880
Produit net bancaire	600	36 412 984	32 634 255
- Charges générales d'exploitation	605	-18 688 097	-18 896 524
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	610	-1 836 444	-1 764 842
Résultat brut d'exploitation	620	15 888 443	11 972 889
+/- Coût du risque	625	-5 328 897	-2 775 875
Résultat d'exploitation	630	10 559 546	9 197 014
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	640	1 227 520	1 678 687
Résultat courant avant impôts	650	11 787 066	10 875 701
+/- Résultat exceptionnel	655	-256 173	257 146
- Impôt sur les bénéfices	660	-1 914 337	-1 371 682
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	665	-	0
Résultat net	690	9 616 556	9 761 165

III. — Affectation du résultat

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport de gestion du Président, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice s'élevant à 9.616.555,65 euros comme suit :

Bénéfice	9 616 555,65 euros
Compte « Report à Nouveau » positif avant affectation	18 009 520,01 euros
Somme affectée au compte « Report à Nouveau »	9 232 009,66 euros
Compte « Report à Nouveau » positif après affectation	27 241 529,67 euros
Somme affectée à la Réserve Légale	384 545,99 euros

Il ne sera pas distribué de dividendes pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

L'Associé Unique reconnaît en outre, conformément à l'article 243 Bis du Code Général des Impôts, qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices clos les 31 décembre 2017, 31 décembre 2016 et 31 décembre 2015.

Cette résolution est adoptée par l'Associé Unique.

IV. — Annexe aux comptes annuels

Arrêtés au 31 décembre 2018

I. Affiliation de la société et présentation de l'activité

La société De Lage Landen Leasing S.A.S., société de financement au capital de 20 155 037 €, est détenue par un associé unique, la société De Lage Landen France S.A.S.

Selon ses statuts, la société De Lage Landen Leasing S.A.S. peut effectuer les opérations suivantes :

- Crédit à court et moyen terme,
- Escompte commercial dans le cadre de la Loi Dailly,
- Crédit-bail mobilier et à titre accessoire crédit-bail immobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Achat et vente à terme différé,
- Octroi de caution, couverture et garantie de bonne fin,
- Opérations d'affacturage, encaissement de factures et d'effets de commerce à titre accessoire,
- Financement de stock, à titre accessoire et au bénéfice des clients fabricants de matériels ou assimilés,
- Toutes opérations de service pouvant se rattacher aux opérations ci-dessus et notamment la souscription de polices d'assurance, ainsi que toutes opérations de financement, gestion et recouvrement découlant de contrats de crédit, de crédit-bail, de location et d'affacturage.

Les opérations actuelles sont :

- Crédit à court et moyen terme,
- Escompte commercial dans le cadre de la Loi Dailly,
- Crédit-bail mobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Financement de stock, à titre accessoire.

A. Information concernant l'activité de l'exercice

Dans un environnement économique en récession, la société De Lage Landen Leasing n'a pas souffert de problème de liquidité.

Le produit net bancaire s'est élevé à 36 413 K€ en 2018 contre 32 634 K€ en 2017.

B. Obligations en matière de consolidation

Compte tenu de la structure du Groupe (De Lage Landen Leasing S.A.S., détenue à 100 % par De Lage Landen France S.A.S., elle-même détenue à 100 % par la banque néerlandaise RABOBANK) et en application de la réglementation bancaire et financière, les sociétés du Groupe De Lage Landen France sont exonérées de publier des comptes consolidés.

Conformément aux articles L233-17 et R233-15 du code de commerce, il est précisé qu'aucun actionnaire ne s'oppose à l'exemption de publication des comptes consolidés.

II. Faits significatifs de l'exercice

Le nouvel agrément de DLL Leasing en qualité de société de financement est effectif depuis le 16 février 2016.

Dans le cadre de partenariats conclus avec des fabricants et distributeurs français et internationaux, De Lage Landen Leasing SAS est habilitée à réaliser :

- A titre principal, auprès d'une clientèle de professionnels-clients des partenaires susmentionnés ou partenaires-, les opérations de crédit suivantes :

- 1) Crédit-bail mobilier
- 2) Financement de biens mobiliers par le biais de crédits classiques de toutes durées (court, moyen et long terme)
- 3) Cession de créances dans le cadre des articles L313-23 et suivants du Code Monétaire et Financier (« Loi Dailly »)
- 4) Financement de stocks

- A titre accessoire :

- 1) Affacturage
- 2) Crédit classique non affecté à l'acquisition d'un bien mobilier
- 3) Financement immobilier complémentaire d'une opération de financement mobilier

III. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes de la société ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables aux établissements financiers.

A. Présentation des états financiers

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

B. Modes et méthodes d'évaluation

Les dispositions concernant le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et le règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs sont entrés en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005.

Toutefois, l'avis du Comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité du 4 octobre 2006, a exclu du champ d'application des règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06, les opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat et assimilées.

La société applique le règlement n° 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable sur les passifs.

Les éléments inscrits en comptabilité ont été évalués suivant la méthode dite des coûts historiques.

Les dispositions concernant le règlement CRC 2009-03 du 3 décembre 2009 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours ont été mises en application au 31/12/2011.

Le montant à la clôture du 31/12/2018 restant à étaler est de 474 K€ créateur contre 403 K€ créateur au 31/12/2017.

	Au 31/12/2017	Augmentation	Diminutions	Au 31/12/2018
Frais d'activation	-403	-248	177	-474
Totaux	-403	-248	177	-474

C. Principes comptables

1. Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Ces postes comprennent l'ensemble des éléments se rapportant à l'activité de crédit-bail, location avec option d'achat et location simple (biens loués et créances rattachées).

L'amortissement qui concourt à la valeur nette comptable est calculé, matériel par matériel, en fonction de leur durée normale d'utilisation dans la limite de la dégressivité admise fiscalement et sans pouvoir être inférieur à l'amortissement linéaire minimal.

Concernant le mode dégressif, la société a tenu compte du coefficient majoré pour les immobilisations acquises depuis le 1^{er} février 1996 et de la diminution du coefficient pour les biens acquis depuis le 1^{er} janvier 2001.

La société n'a pas utilisé la possibilité de recourir à la majoration temporaire du coefficient d'amortissement dégressif de 0,5 point, pour les biens éligibles à l'amortissement dégressif acquis ou fabriqués entre le 4 décembre 2008 et le 31 décembre 2009 (loi 2008-1443 du 30 décembre 2008, art 29 ; CGI art. 39 A 1. Modifié).

Outre les loyers courus et non échus, les créances rattachées comprennent les comptes débiteurs de la clientèle se rapportant à ces activités, ainsi que les dépréciations afférentes.

Les créances impayées depuis plus de 3 mois sont classées en créances douteuses et font l'objet d'une dépréciation appréciée en fonction du risque de non recouvrement.

Des dépréciations sur créances des apporteurs d'affaires et des clients sont constituées après une analyse individuelle de chaque dossier.

Les valeurs nettes comptables des matériels, liés à ces contrats, sont dépréciées sous déduction d'un prix de revente ou de re-commercialisation estimée du matériel. La méthodologie de valorisation des matériels est revue périodiquement.

Les immobilisations temporairement non louées sont issues d'un contrat de crédit-bail ou d'un contrat de location avec option d'achat qui ont fait l'objet d'une résiliation et pour lesquels le matériel a été restitué. Ces immobilisations temporairement non louées sont comptabilisées à la Valeur Nette Comptable et font l'objet de dépréciation sur la base de la valeur estimée des matériels.

2. Créances

Les créances et crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

2.1 Encours sains

Il s'agit des encours non porteurs de risque de crédit avéré y compris les encours restructurés avec un classement dans une sous-catégorie pour les encours restructurés à des conditions hors marché.

2.2 Encours douteux

La comptabilisation des encours en créances douteuses s'effectue en application du règlement CRC 2002-03 modifié par le règlement 2005-03.

Il s'agit des encours pour lesquels sont constatés :

- Des impayés de plus de 3 mois pour l'équipement.
- Une situation financière dégradée, même en l'absence d'impayé.
- Une procédure contentieuse.

Les intérêts sur encours douteux sont comptabilisés conformément aux termes du contrat, ils entrent dans la base de calcul de la dépréciation des pertes probables avérées.

2.3 Encours douteux compromis

Il s'agit des encours pour lesquels :

- La déchéance du terme ou la résiliation du contrat a été prononcée.
- La dépréciation est obligatoire compte tenu du caractère irrécouvrable de la créance.
- Un passage en perte est envisageable.

Par ailleurs, sont classés en encours douteux compromis :

- Les encours douteux qui après un retour en encours sain ne respectent pas les nouvelles échéances fixées et présentent un risque élevé de perte.
- Les encours restructurés présentant de nouvelles défaillances et un risque élevé de perte.

Les intérêts sur encours douteux compromis ne sont pas comptabilisés.

2.4 Revue mensuelle des contreparties et dépréciations

Une revue mensuelle des risques avérés est effectuée par le département contentieux afin de déterminer :

- Le reclassement en encours sain dans le cas d'une reprise régulière des paiements pendant une période significative ou d'un retour à une situation financière saine n'entraînant plus un risque de non recouvrement.
- Le maintien en encours douteux si la situation de la contrepartie est identique à celle ayant entraîné le classement en encours douteux.
- Le déclassement en douteux compromis lorsque le caractère irrécouvrable de la créance est confirmé.

Cette revue est aussi l'occasion d'ajuster le niveau des dépréciations en fonction de l'estimation, dossier par dossier, des chances de récupération compte tenu de la situation et des perspectives de la contrepartie, de la valeur estimée des garanties, de l'état des procédures en cours et de la valorisation de l'actif.

La dépréciation vient en déduction des encours correspondants, elle ne peut être inférieure aux intérêts enregistrés et non encaissés.

Le taux de dépréciation appliqué à la créance douteuse est proportionnel au risque attaché à celle-ci.

3. Titres de participation

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire des titres de participation est la quote-part de l'actif net dans la participation.

4. Immobilisations propres

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition, frais accessoires inclus.

Le matériel informatique est amorti suivant le mode linéaire ou dégressif, sur une durée allant de 1 à 4 ans.

Les agencements, aménagements, installations sont amortis suivant le mode linéaire, sur une durée de 7 ans. Le mobilier et matériel de bureau sont amortis suivant le mode linéaire, sur une durée de 10 ans.

Les immobilisations temporairement non louées sont issues de contrat location simple qui ont fait l'objet d'une résiliation et pour lesquels le matériel a été restitué. Ces immobilisations temporairement non louées sont comptabilisées à la Valeur Nette Comptable. Elles font l'objet de dépréciations sur la base de la valeur estimée des matériels.

5. Créances et dettes libellées en devises

Les créances et dettes libellées en devises sont converties et comptabilisées en euros sur la base du dernier cours de change. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision pour dépréciation.

6. Dettes

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

7. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées individuellement.

8. Produits d'exploitation

Il s'agit principalement des loyers de crédit-bail, location simple, intérêts, et commissions assimilées comptabilisées pour leur montant couru, constaté *prorata temporis*.

D. Informations complémentaires

Il n'est pas tenu compte, dans le résultat comptable, de la quote-part de résultat correspondant à la participation de la société De Lage Landen Leasing S.A.S, dans la société AGCO Finance S.A.S..

Le CICE est inscrit au compte de résultat en diminution des charges sociales et fiscales pour un montant de 59 K€. La totalité du crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi acquis en 2018 a participé au financement des immobilisations acquises au cours de l'exercice 2018.

Les chiffres présentés sont en milliers d'euros.

IV. Notes sur le bilan (Actif)

1. Opérations de trésorerie et interbancaire

Créances sur Ets de Crédit	Au 31/12/2017	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2018
A vue						
Comptes ordinaires	12 980	3 727	0	0	0	3 727
Valeurs non imputées	12 304	16 582	0	0	0	16 582
Totaux	25 284	20 309	0	0	0	20 309

2. Opérations avec la clientèle

Créances sur clientèle	Au 31/12/2017	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2018
Prêts - Créances loi Dailly (1) (3) (4)	73 592	14 306	17 876	8 716	41	40 939
Prêts à terme (2)	83 308	6	705	89 987		90 698
Totaux	156 900	14 312	18 581	98 703	41	131 637
(1) dont intérêts courus non échus	110					74
(2) dont intérêts courus non échus	44					6
(3) dont créances douteuses	371					394
(4) dont provisions sur créances douteuses	-248					-345

3. Parts dans les entreprises liées

Les parts dans les entreprises liées restent inchangées

Parts dans les entreprises liées	Forme juridique	Capital social	Part du capital détenue	Résultat au 31/12/2018 en K€	Quote part du résultat	Participations au 31/12/2018 en K€
AGCO FINANCE SAS Avenue Blaise Pascal BP 743 60007 BEAUVAIS	S.A.S.	4 724	51%	10 457 307	5 333 227	2 410

4. Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Les valeurs brutes et les amortissements des opérations de crédit-bail et assimilées s'analysent comme suit :

Valeurs Brutes	Au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2018
----------------	---------------	---------------	-------------	---------------

Crédit-bail	699 549	173 812	122 910	750 451
Location avec option d'achat	19 052	1 836	6 713	14 175
Location simple	333 891	107 666	94 797	346 760
ITNL / CBM - Location Option Achat	6 607	9 897	7 226	9 278
Immobilisations en cours	27 855	36 234	27 855	36 234
Totaux	1 086 954	329 445	259 501	1 156 898

Amortissements	Au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2018
Crédit-bail	343 095	125 511	99 516	369 090
Location avec option d'achat	15 372	1 947	6 612	10 707
Location simple	197 836	63 234	85 080	175 990
ITNL / CBM - Location Option Achat	4 882	6 853	5 440	6 295
Totaux	561 185	197 545	196 648	562 082

Provisions Valeur Nette Comptable	Au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2018	Base au 31/12/18
Crédit-bail - Location Option Achat	745	1 027	652	1 120	4 017
Location simple	308	473	227	554	1 173
Totaux	1 053	1 500	879	1 674	5 190

Les dépréciations des immobilisations sont calculées individuellement pour chaque contrat de crédit-bail et assimilé contentieux en fonction de la valeur probable de revente des matériels.

L'augmentation des provisions sur la Valeur Nette Comptable de 620 K€ correspond pour un montant de 1 486 K€ à la dotation des contrats nouvellement douteux en 2018. La différence correspond à l'ajustement des valeurs probables de revente et de la Valeur Nette Comptable des contrats constatés en douteux les années précédentes.

La réserve latente avant impacts fiscaux est égale à la différence entre l'encours financier des contrats de crédit-bail et assimilés et la valeur nette comptable des matériels correspondants. Sur cette base, en valeur brute, la réserve latente globale est évaluée en euros à 70 138 K€ au 31 décembre 2018 contre 75 083 K€ en 2017.

	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018
Clients douteux	13 532	14 773
<i>Dont compromis</i>	<i>11 911</i>	<i>13 559</i>
Dépréciation Clients Douteux	-11 988	-13 375
<i>Dont compromis</i>	<i>-11 564</i>	<i>-12 961</i>

Le montant des créances rattachées s'élève à 10 592 K€.

5. Immobilisations incorporelles

Valeurs Brutes	Au 31/12/2017	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2018
Logiciels	386	0		386
Totaux	386	0	0	386

Amortissements	Au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2018
Logiciels	372	8		380
Totaux	372	8	0	380

6. Immobilisations corporelles

Les dépréciations des immobilisations sont calculées individuellement pour chaque contrat de location simple et assimilé contentieux en fonction de l'estimation du taux de récupération du matériel.

Valeurs Brutes	Au 31/12/2017	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2018
Immobilisations propres	2 764	15	10	2769
ITNL / LS	4 629	17 801	12748	9682
Totaux	7 394	17 816	12 758	12 452

Amortissements	Au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2018
Immobilisations propres	1488	350		1838
ITNL / LS	3671	17391	12130	8932
Totaux	5 159	17 741	12 130	10 770

7. Autres actifs

Autres Actifs	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018
Dépôts et cautionnements versés	244	226
Avances et acomptes versés	15	15
Etat - T.V.A.	4 885	4 513

Personnel et comptes sociaux	97	15
Débiteurs divers hors groupe	921	2 201
Débiteurs divers groupe	23	145
Autres créances	0	0
Totaux	6 185	7 115

- Débiteurs divers hors groupe

Ce poste comprend au 31/12/2018 1 026 K€ lié à l'activité de syndication d'opérations avec La Banque Postale.

8. Informations relatives aux transactions entre parties liées

Désignation de la partie liée	Montant des transactions en K €	Informations complémentaires
AGCO FINANCE S.A.S.	36	Autres actifs
	48	Frais de gestion refacturés
	474	Charges refacturées
KOMATSU	60	Autres actifs
	750	Frais de gestion refacturés
	270	Salaires refacturés et frais généraux
	43	Charges refacturées

9. Comptes de régularisation

Comptes de régularisation	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018
Produits à recevoir	2 284	2 569
Charges constatées d'avance	6 360	6 795
Autres comptes	88	65
Totaux	8 732	9 429

- Produits à recevoir :

Ce poste comprend au 31/12/2018 5 036 K€ liés aux produits d'assurances à reverser contre 1 812 K€ au 31/12/2017.

Ce poste comprend également au 31/12/2018 90 K€ liés à des services contre 68 K€ au 31/12/2017.

- Charges constatées d'avance :

Ce poste comprend au 31/12/2018 5 282 K€ de commissions d'apporteurs d'affaires contre 5 139 K€ au 31/12/2017 et 152 K€ de charges diverses d'exploitation au 31/12/2018 contre 90 K€ au 31/12/2017.

V. Notes sur le bilan (Passif)**10. Opérations de trésorerie et interbancaires**

Dettes Ets de Crédit	Au 31/12/2017	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2018
A vue						
Comptes ordinaires	9	6	0	0	0	6
Totaux	9	6	0	0	0	6

11. Opérations avec la clientèle

Dettes clientèle	Au 31/12/2017	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2018
Emprunts à terme	629 924	72 915	148 327	410 482	41 179	672 903
Autres comptes	12622	4 882	0	0	0	4 882
Totaux	642 546	77 797	148 327	410 482	41 179	677 785

12. Autres passifs

Autres Passifs	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018
Fournisseurs	10 121	4 355
Etat - T.V.A.	4	130
Etat – Autres dettes	1408	508
Personnel et organismes sociaux	65	48
Créditeurs divers hors groupe	15	2 349
Créditeurs divers groupe	254	0
Dépôts de garantie	350	350
Autres passifs	1 716	2 117
Totaux	13 933	9 857

13. Comptes de régularisation

Comptes de Régularisation	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018
Charges à payer	5 270	5 157

Autres comptes	0	0
Produits constatés d'avance	33 425	31 613
Totaux	38 695	36 770

- Charges à payer :

Ce poste comprend au 31/12/2018 principalement 1 958 K€ de provisions pour congés payés, de primes ainsi que les charges sociales liées contre 1 985 K€ au 31/12/2017 et 2 031 K€ de provisions pour charges d'exploitation au 31/12/2018 contre 1 947 K€ au 31/12/2017.

- Produits constatés d'avance :

Ce poste comprend au 31/12/2018 principalement 19 608 K€ de loyers facturés non échus contre 18 599 K€ au 31/12/2017 et 11 183 K€ de loyers proratés (loyers perçus d'avance) au 31/12/2018 contre 14 407 K€ au 31/12/2017.

14. Provisions

	Au 31/12/2017	Dotations	Reprises	Au 31/12/2018
Provisions pour Risques				
Provision perte de change (1)	88	0	23	65
Risque sur créances	4	0	4	0
Risques d'exploitation (2)	712	44	420	336
Provisions pour Charges				
Charges d'exploitation (3)	624	335	824	135
Charges de syndication	0		0	0
Risque sur créances	65	47	25	87
Totaux	1 493	426	1 296	623

(1) La provision pour perte de change est liée à des écarts de conversion actif.

(2) La reprise pour risques d'exploitation correspond à des risques juridiques, dans le cadre de nos relations contractuelles.

(3) Suite à la séparation des activités de financement d'équipement et location de véhicules intervenue fin 2016, des changements d'organisation ont été identifiées. Des provisions avaient donc été constatées en 2017. En 2018 la reprise concerne essentiellement ces provisions constituées fin 2017. S'agissant de la dotation de 335 K€ elle concerne principalement de risques juridiques dans le cadre de nos relations contractuelles.

15. Fonds pour risques bancaires généraux

F.R.B.G.	Au 31/12/2017	Dotations	Reprises	Au 31/12/2018
Totaux	1 887	0	0	1 887

16. Capital souscrit et prime d'émission

Le capital social est composé de 1 322 509 actions de 15,24 euros chacune soit un capital de 20 155 037 euros.

Capitaux propres	Au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2018
Capital social	20 155	0	0	20 155
Réserve légale	1 143	488	0	1 631
Réserve indisponible	10	0	0	10
Report à nouveau	8 736	9 274		18 010
Résultat	9 761	9 617	9 761	9 617
Totaux	39 804	19 379	9 762	49 421

Concernant la proposition d'affectation du résultat de l'exercice clôturé le 31 décembre 2018 qui se solde par un bénéfice comptable de 9 617 K€, il sera affecté à la réserve légale conformément à la législation et au compte report à nouveau pour le solde.

Le résultat après impôts dilué par action s'élève à 7.27 € au 31 décembre 2018.

17. Entreprises liées

La société De Lage Landen International B.V., société mère et la filiale AGCO Finance S.A.S. et De Lage Landen France S.A.S. entrent dans le champ d'application des entreprises liées.

VI. Notes sur le compte de résultat**18. Produits et charges d'exploitation bancaire****a. Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit**

Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit	2017	2018
Comptes à vue	10	25
Totaux	10	25

Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle

Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	2017	2 018
Comptes à vue	42	72

Prêts à terme	228	-126
Créances commerciales	2 116	1 621
Crédits à l'équipement	946	753
Intérêts préfinancement	0	0
Autres produits assimilés	106	-6
Totaux	3 438	2 314

b. Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit

Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit	2017	2018
Comptes à vue	28	52
Totaux	28	52

Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle

Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	2017	2 018
Comptes à vue	50	63
Emprunts à terme	5 035	4 576
Autres charges	1	0
Totaux	5 086	4 639

Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat

Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	2017	2018
Loyers	152 561	160 360
Plus-values de cession	6 014	3 712
Indemnités de résiliation	2 259	4 794
Autres produits	381	555
Totaux	161 215	169 421

Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat

Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	2017	2018
Dotations aux amortissements	132 178	129 081
Dotations aux provisions	631	1 027
Moins-values de cession	8 984	13 668
Autres charges de gestion CBM	10	0
Totaux	141 803	143 776

c. Produits sur opérations de location simple

Produits sur opérations de location simple	2017	2018
Loyers	71 210	67 939
Plus-values de cession	8 109	4 577
Indemnités de résiliation	1 722	1 827
Appel en garantie	0	0
Cession matériel refacturé	2	18 571
Autres produits	517	609
Totaux	81 560	93 523

L'évolution du poste Cession matériel refacturé est liée à l'activité de syndication.

d. Charges sur opérations de location simple

Charges sur opérations de location simple	2017	2018
Dotations aux amortissements	70 017	63 223
Dotations aux provisions	221	473
Moins-values de cession	1 682	2 933
Acquisition matériel refacturé	4	18 591
Autres charges	272	-234
Totaux	72 196	84 986

L'évolution du poste Acquisition matériel refacturé est liée à l'activité de syndication.
Les autres charges représentent une reprise de provision relative à l'activité post locations.

e. Revenus des titres à revenu variable

La société De Lage Landen Leasing S.A.S. par sa filiale AGCO Finance S.A.S. a perçu des dividendes au cours de l'année 2018 pour 2 550 K€.

f. Ventilation des commissions

	2017	2018
Produits (cf L 540)		
Commissions de syndication	0	1 413
Autres produits de commission	34	36
Totaux	34	1 449

En mai 2018 un grand nombre de contrats ont été mis en syndication, générant 1 413 K€ au 31/12/2018.

	2017	2018
Charges (cf L545)		
Commissions apporteur d'affaires	44	104
Commissions sur vente	16	14
Commissions de gestion	777	753
Autres charges de commission	65	66
Totaux	902	937

Il s'agit principalement des commissions de gestion de notre partenaire Medidan.

g. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

Sont comptabilisées dans ce poste les pertes et gains de change et écarts de conversion. Au 31/12/2018 un gain de change de 4 k€ a été constaté contre 35 k€ au 31/12/2017.

h. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

En 2018 un boni de liquidation de 53 K€ a été constaté suite au transfert universel de patrimoine de Cargobull Finance S.A.S. dans DLL Leasing S.A.S.

i. Autres produits et charges d'exploitation bancaires

Les autres produits d'exploitation bancaires s'élèvent à 1 626 K€ au 31/12/2018 contre 1 390 K€ au 31/12/2017. Il s'agit principalement de frais de gestion sur notre assurance Lease and loans.

Les autres charges d'exploitation bancaires s'élèvent à 163 K€ au 31/12/2018 contre 238 K€ au 31/12/2017.

19. Charges générales d'exploitation

	2017	2018
Salaires, appointements et indemnités diverses	7 413	7 795
Charges fiscales et sociales sur rémunérations	3 029	3 253
Charges de personnel	10 442	11 048
Effectif moyen	94	89
Autres charges d'exploitation	8 454	7 640
Totaux	18 896	18 688

Autres charges d'exploitation : ce poste comprend principalement les frais de siège et honoraires divers.

L'effectif moyen en 2018 est de 89 salariés.

L'effectif au 31/12/2018 se décompose comme suit : 61 cadres et 27 non cadres.

20. Informations relatives aux honoraires des Commissaires aux Comptes

	2017	2018
Honoraires - commissariat aux comptes	161	138
Honoraires - autres diligences liées commissariat aux comptes	0	0
Totaux	161	138

21. Coût du risque

Coût du risque	2017	2018
Dotation dépréciation créances douteuses	-3 591	-6 083
Pertes sur créances irrécouvrables	-7 100	-3 889
Charges coût du risque	-10 691	-9 972
Reprise dépréciation créances douteuses	7 740	4 603
Récupérations sur créances amorties	175	40
Produits coût du risque	7 915	4 643
Totaux	-2 776	-5 329

22. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Ce poste comprend les plus ou moins-values générées par les cessions d'Immobilisations Temporairement Non Louées issues de contrats de location simple ainsi que les variations de provisions pour dépréciation des titres de participation.

Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2017	2018
Moins-values de cession sur ITNL issus de contrat de location simple	344	329
Indemnités de résiliation ITNL	431	0
Moins-values de cession sur immobilisations propres Inc-Corp	0	0
Prix de cession sur immobilisations propres	0	0
Plus-values de cession sur ITNL issues de contrat de location simple	1 592	1 557
Totaux	-1 679	-1 228

23. Résultat Exceptionnel

Résultat Exceptionnel	2017	2018
Produits exceptionnels	447	298
Charges exceptionnelles	-190	-554
Totaux	257	-256

Au 31/12/2018, ce poste comprend principalement des produits sur exercices antérieurs pour 124 K€, des charges sur exercices antérieurs pour 15 k€ ainsi que des charges liées à des réconciliations de comptes clients grands comptes pour 355 K€.

24. Résultat fiscal et impôts

Le résultat fiscal fait ressortir un bénéfice de 5 833 K€.

Avant imputation des déficits reportables le résultat fiscal était de 12 709 K€. Il a été imputé sur ce bénéfice fiscal 6 833 K€ de déficits antérieurs. Ainsi, le déficit reportable s'établit à 13 724 K€.

Il n'y a pas de différences entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale.

VII. Notes sur le hors-bilan

Engagements donnés

Engagements de financement	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018
En faveur d'Etablissements de Crédit	0	0
En faveur de la Clientèle	118 983	135 629

Les engagements de financement donnés à la clientèle représentent principalement les accords de financement proposés à la clientèle dont la durée de validité est inférieure à trois mois.

Engagements reçus

Engagements de Garantie	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018
Reçus d'Etablissements de Crédit	83 352	90 704

Engagements de financement	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018
Reçus d'Etablissements de Crédit	50 000	50 000

Les engagements de financement reçus concernent principalement un accord de refinancement de la société De Lage Landen International BV pour un montant de 50 millions d'euros.

25. Gestion des risques

La gestion Actif - Passif ainsi que l'ensemble des risques et instruments utilisés dans le cadre de cette gestion sont transférés à De Lage Landen Ireland Co, centrale de trésorerie du groupe.

Par ailleurs, afin d'assurer une concordance totale entre les emprunts et les financements réalisés, un comparatif mensuel est établi entre le tableau d'amortissement de tous les emprunts en cours et le tableau d'amortissement de tous les contrats de financement réalisés avec les clients. Une réconciliation Actif - Passif est réalisée en parallèle.

26. Engagements au titre des indemnités de fin de carrière

Les engagements correspondant aux IFC ne sont pas constatés dans les livres de DLL Leasing S.A.S. Cependant, le montant est indiqué en annexe. Au 31 décembre 2018, ceux-ci s'élèvent à 319 K€. L'évaluation des engagements est calculée selon la norme IAS19 avec la méthode des unités de crédits projetées service prorata. Les hypothèses retenues sont :

- Un taux annuel d'actualisation de 1.60%
- Une revalorisation annuelle des rémunérations par tranche d'âge de 3,0%
- Un âge de départ à la retraite de 65 ans pour les cadres et de 62 ans pour les non cadres
- Un taux de rotation du personnel établi par tranche d'âge de 0% à 25%
- La table de survie INSEE F 2008-2010

27. Rémunérations des membres des organes d'administration

Cette information n'est pas produite car sa mention conduirait à indiquer indirectement une rémunération individuelle.

Intégration fiscale

La société De Lage Landen Leasing S.A.S. fait partie du groupe fiscal formé par les sociétés :

- De Lage Landen France S.A.S.

La société De Lage Landen France S.A.S., tête de groupe, est seule redevable de l'impôt sur les sociétés.

VIII. Evénements marquants intervenus depuis la clôture de l'exercice

Le 27 mars 2019, DLL Leasing S.A.S. a cédé les titres de la société AGCO FINANCE S.A.S. qu'elle détenait à hauteur de 51% du capital à une autre société du groupe DLL. Cette cession dégagea une plus-value nette significative dans les comptes de l'exercice 2019.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

A l'associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DE LAGE LANDEN LEASING S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur les principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

- Principes comptables appliqués

La note III.C.1 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux opérations de location simple, location financière et de longue durée.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables présentées ci-dessus et des informations fournies dans les notes annexes et nous sommes assurés de leur correcte application.

- Estimations significatives retenues

Votre société constate des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérent à ses activités selon les modalités décrites dans les notes III.C.2 et III.C.3 de l'annexe.

Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à l'identification et au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 22 mai 2019

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent Tavernier
Associé

RSM PARIS
Sébastien Martineau
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de DE LAGE LANDEN LEASING, sis au 53 avenue Jean Jaurès – Immeuble Le Mermoz – 93350 Le Bourget